



Pension alimentaire sans limites pour ex-conjoint : une entrave rétrograde à l'équité et à l'autonomie des personnes

Avril 2024

Tous droits réservés

Sommaire

Fondée en 1999, L'Action des nouvelles conjointes et des nouveaux conjoints du Québec (ANCQ) est préoccupée par la discrimination et les conditions de vie médiocres vécues par des couples formés le plus souvent d'hommes divorcés unis à une nouvelle conjointe. L'ANCQ soutient ses quelque 2 000 membres par des services d'écoute, d'aide et de référence. Elle prend régulièrement position en leur faveur auprès des décideurs gouvernementaux. Depuis sa création, l'ANCQ milite pour que soient atténués et amoindris les effets sur les nouveaux conjoints de la pension alimentaire perpétuelle à l'ex-époux. Il s'agit d'un cheval de bataille originel de notre organisation.

Ce court mémoire s'adresse à la fois au ministre de la Justice du Canada, M. Arif Virani, considérant que la *Loi sur le divorce* en est une de juridiction fédérale. Néanmoins, certaines solutions proposées pourraient être mises en place par le gouvernement du Québec, en tout respect du partage des compétences législatives prévues dans la Constitution — par le fait même, nous tenons également à adresser ce court mémoire au ministre de la Justice du Québec, M. Simon Jolin-Barrette.

Nous estimons qu'il est fondamental de sensibiliser ces derniers à l'importance d'offrir une équité aux deux parents lors d'une rupture. Notre expérience de terrain nous permet de signaler de manière péremptoire qu'il faut être plus attentif et empathique à la misère vécue par un grand nombre d'hommes et de pères – de s'attarder davantage aux conditions de vie de ces derniers après une séparation. Une analyse de cette réalité permet rapidement de constater que le balancier penche fortement du côté de la femme, et qu'un retour à l'équilibre est essentiel pour l'avancement de la condition de l'équité des genres au Québec.

À la base, une fois les critères de la séparation fixés, la table de fixation des pensions alimentaires deviendra généralement l'ennemi de l'ex-époux, particulièrement de celui de la classe moyenne. La structure actuelle des pensions alimentaires peut plonger un homme dans la misère financière. Nous croyons que le cas des pensions alimentaires à l'ex-époux (à vie) vient encore davantage cristalliser ce déséquilibre et cette iniquité. Le respect de l'autonomie des conjoints ainsi que l'équité des mères et des pères au sein d'un litige familial sont deux principes cardinaux qui guident notre réflexion.

Nous soulignons ici que le propos de ce court mémoire porte majoritairement sur les ordonnances alimentaires au profit d'un époux – mais la section abordant le potentiel projet de loi du gouvernement du Québec qui viendrait permettre la saisie de permis de conduire vise également les pensions au profit d'un enfant.

Table des matières

Sommaire	2
Table des matières	3
Présentation de L'Action des nouvelles conjointes et des nouveaux conjoints du Québec ...	4
Exposé de la problématique.....	5
Effets catastrophiques sur les conditions de vie des aînés	8
Pistes de solutions	10
Avantages.....	11
Projet de loi 56 et union parentale.....	11
Conformité avec les visées gouvernementales	12
Liste des recommandations	13

Présentation de L'Action des nouvelles conjointes et des nouveaux conjoints du Québec

L'ANCQ a pour mission de favoriser, après un divorce ou une séparation, l'équité quant aux conditions de vie des personnes ayant formé un couple marié ou vivant en union libre, et ce, dans le meilleur intérêt de l'enfant. Pour actualiser cette mission dans le contexte d'une « après-rupture » qui n'est pas toujours des plus harmonieux, L'ANCQ s'est fixé un certain nombre d'objectifs à atteindre, dont les cibles d'interventions sont à la fois les personnes directement concernées, les décideurs sur le plan politique, les informateurs sur le plan médiatique et les groupes d'intérêts dans la communauté. Depuis l'an dernier, grâce au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, notre association a été reconnue en tant qu'organisme de défense des droits subventionné – dans le cadre du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole (Programme) déployé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS).

Nous jouons aussi un rôle caritatif auprès de nombreux membres de notre association qui dépendent de notre intervention pour manger, se loger ou procéder à des paiements obligatoires dans les moments plus difficiles.

Nous partageons les principes énoncés dans la Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies (S-27/2 — Un monde digne des enfants) et, en particulier, à l'article 24, qui agit à titre de phare pour notre organisme à but non lucratif :

« Nous sommes également conscients qu'il faut examiner l'évolution du rôle des hommes dans la société, en tant que garçons, adolescents et pères, ainsi que les problèmes auxquels se heurtent les garçons qui grandissent dans le monde d'aujourd'hui. Nous continuerons de prôner le principe de la responsabilité partagée des parents pour ce qui est d'éduquer et d'élever les enfants, et mettrons tout en œuvre pour veiller à ce que les pères aient la possibilité de participer à la vie de leurs enfants. »

Les valeurs sur lesquelles nous appuyons notre action et que nous mettons en pratique sont : l'action pondérée, la justice, l'harmonie, l'empathie/compassion, l'humanisme, l'autonomie des ex-conjoints, le meilleur intérêt de l'enfant dans une optique d'accès aux deux parents, l'égalité de droit et de fait entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre les pères et les mères.

Exposé de la problématique

En vertu de la [Loi sur le divorce](#) (titre abrégé de Loi concernant le divorce et les mesures accessoires – à l'article 15.2 intitulé *Ordonnances alimentaires au profit d'un époux* – il est légalement possible d'être tenu de verser une pension alimentaire à l'ex-époux, le créancier alimentaire, et ce, pour une durée indéfinie, voir *ad vitam æternam*, après la retraite et même après le trépas du débiteur alimentaire :

15.2 (1) *Sur demande des époux ou de l'un d'eux, le tribunal compétent peut rendre une ordonnance enjoignant à un époux de garantir ou de verser, ou de garantir et de verser, la prestation, sous forme de capital, de pension ou des deux, qu'il estime raisonnable pour les aliments de l'autre époux.*

15.2 (3) *La durée de validité de l'ordonnance ou de l'ordonnance provisoire rendue par le tribunal au titre du présent article peut être déterminée ou indéterminée ou dépendre d'un événement précis; elle peut être assujettie aux modalités ou aux restrictions que le tribunal estime justes et appropriées.*

Comme le soulève Me Maxime Alepin : « *le simple écoulement du temps ne pourrait être invoqué à lui seul par le débiteur alimentaire afin de justifier une annulation de la pension alimentaire pour ex-conjoint. L'écoulement du temps est plutôt un facteur qui pourrait être considéré par le Tribunal dans son évaluation de façon globale, et ainsi donner ouverture à une annulation de pension alimentaire pour ex-conjoint, lorsque jumelé à d'autres facteurs importants* ». ([Journal Métro – 30 novembre 2021 : Pension alimentaire pour ex-conjoint : payable pour toujours ?](#))

Toujours selon Me Alepin, le fait pour un débiteur alimentaire de prendre sa retraite est un élément important qui peut être pris en compte par le tribunal afin de convenir d'une annulation de la pension alimentaire. Le fait de prendre sa retraite de façon prématurée pourrait être considéré comme une façon d'éviter ses obligations alimentaires, et ainsi justifier le maintien de la pension alimentaire.

La *Loi sur le divorce* est une loi fédérale.

Le *Code civil du Québec* prévoit quant à lui à son article 585 que « *les époux et conjoints unis civilement de même que les parents en ligne directe au premier degré se doivent des aliments* ». Il devient ainsi possible *de facto* pour des époux ou des conjoints unis civilement de demander le versement d'une pension alimentaire pour ex-conjoint lors d'une séparation ou d'un divorce. En outre, en raison du fait que la loi prévoit cette obligation alimentaire qui est d'ordre public, il n'est pas obligatoire qu'une entente singulière à ce sujet entre les époux ou les conjoints unis civilement soit intervenue entre eux afin que l'un d'eux puisse réclamer des aliments.

Concrètement, nous estimons que ces dispositions législatives permettent de faire payer – à l'homme la plupart du temps – un mauvais karma qui n'en finit plus. Il est important de s'extirper de la croyance stéréotypée selon laquelle les hommes d'aujourd'hui sont des calques de leurs pères ou grands-pères, absents, infidèles, violents et portés sur la boisson. Cette perception est loin d'être anecdotique et se voit ici érigée en système. Il est grand temps de changer ce paradigme. Également, cette situation inique pose préjudice à la nouvelle conjointe du débiteur

alimentaire. Notons également que la tendance de la jurisprudence actuellement est de favoriser largement l'imposition de pensions alimentaires pour une durée indéterminée.

Parallèlement, le gouvernement du Québec a récemment exprimé, lors de la présentation de son budget 2024-2025, son intention de déposer un projet de loi sur les pensions alimentaires au Québec. Celui-ci viendrait ajouter des mesures destinées à suspendre le permis de conduire des personnes récalcitrantes à payer une pension alimentaire légalement due. Bien que l'exécution d'un jugement portant sur une pension alimentaire aille de soi, nous tenons à rappeler qu'il est important de ne pas négliger les effets pervers de la situation actuelle, qui projette des personnes en situation d'indigence.

En effet, la pension alimentaire à l'ex-épouse engendre très souvent de la détresse masculine, et cette situation financière peut pousser certains hommes à la dépression et même au suicide. Devant la situation extrême dans laquelle plusieurs des payeurs de pension alimentaire à l'ex-épouse se retrouvent, c'est la mission de l'ANCQ de vous adresser la situation. Nous ne comptons plus le nombre de courriels reçus ainsi que les appels à l'aide au téléphone. Certains payeurs de pensions alimentaires ont perdu leur emploi.

Dans le calcul actuel du gouvernement fédéral, on oublie l'autre moitié de la société, l'ex-époux (et / ou le père) qui, lui, doit assumer sa pension comme si de rien n'était. Sommes-nous à créer deux classes sociales en l'occurrence l'ex-époux (et / ou le père) qui n'aura pas de quoi se nourrir et que l'ex-épouse aura droit au pactole? À titre d'exemple, un membre nous écrivait : *« J'aurai 600 \$, les pensions alimentaires vont en percevoir de la moitié, je vais vivre avec 300 \$ par mois, je n'ai plus un sou pour payer mon loyer, mon paiement de voiture, l'hydro, et je me nourris comment? Dois-je aller faire la file à la soupe populaire? »*.

Une potentielle saisie de permis de conduire exacerbera la précarité

Comme précédemment mentionné, Québec a récemment indiqué son intention d'introduire un projet de loi qui permettra la saisie des permis de conduire des payeurs de pension alimentaire récalcitrants. Certains constats s'imposent.

La méthode de fixation des pensions alimentaires pour enfant a été élaborée avant l'augmentation importante des allocations pour enfant par le gouvernement fédéral il y a plusieurs années. Ce qui cause des injustices importantes comme dans l'exemple ci-contre. Prenons le cas d'un travailleur au salaire minimum de 27 555 \$ brut par an, qui est aussi un parent séparé d'une conjointe de deux enfants gagnant un salaire de 30 000 \$ brut par an et ayant la garde complète de leurs deux enfants.

Il reste au père pour vivre, après paiement de ses impôts et de la pension alimentaire pour enfant 21 244 \$ nets par an. Alors que « pour qu'une personne seule puisse vivre dignement en 2023, nous évaluons qu'elle doit pouvoir compter sur un revenu disponible se situant entre 27 047 \$ (Saguenay) et 37 822 \$ (Sept-Îles) », selon l'[IRIS](#).

Ce parent se trouvera réduit à louer une chambre plutôt qu'un appartement. Il n'aura pas d'endroit pour recevoir ses enfants et faire des sorties avec eux, et devra sans doute demander de l'aide de banques alimentaires pour se nourrir, et peut-être même pour ses enfants quand ils viendront

le visiter. La mère, une fois les impôts payés, tenant compte de la pension alimentaire reçue du père et des allocations familiales, bénéficiera d'un revenu de 53 688 \$.

Dans un cas semblable, le barème considère que la contribution parentale de base (budget requis pour assurer les besoins des enfants) est de 9 150 \$. Si l'on soustrait ce montant de 53 688 \$, la mère bénéficie d'un revenu disponible de 44 538 \$ pour assurer ses propres besoins. De sorte que la mère dispose de 23 294 \$ de plus que le père pour ses besoins personnels, en raison du jeu des allocations familiales non imposables.

Si l'on utilise les mêmes chiffres, mais avec 3 enfants, les résultats sont les suivants. Ce qui reste au père pour vivre après paiement de ses impôts et de la pension : 20 216 \$. Ce qui reste à la mère pour ses besoins personnels (après paiement de l'impôt, réception de la pension et des allocations familiales moins les budgets reliés aux enfants de 11 380 \$) : 53 280 \$.

La différence de niveau de vie personnel des parents est de 33 064 \$ nets en faveur de la mère. Il est compréhensible que dans de telles situations, des pères se retrouvent dans une grande pauvreté. Les enfants en voient leur relation avec leur père grandement affectée. Certains pères, évidemment, ont de la difficulté à payer la pension alimentaire.

La mesure du Ministre visant à priver les parents de leur permis de conduire parce qu'ils sont incapables de payer leur pension alimentaire créera un fardeau de plus à ces pères en difficulté, puisqu'elle les privera de leurs moyens de déplacement pour occuper un emploi ou même pour avoir accès aux enfants.

Effets catastrophiques sur les conditions de vie des aînés

L'ANCQ dénonce depuis longtemps les effets malheureux des pensions alimentaires sans terme sur les conditions de vie de milliers de personnes âgées de 65 ans et plus, dans l'ensemble du Québec. En effet, selon des données inédites obtenues de Revenu Québec, 3 941 payeurs de pensions alimentaires étaient âgés de 65 ans et plus au 20 mars 2023.

À noter que parmi ce lot, 3 843 des débiteurs alimentaires sont des hommes (97,5 %) ; et que 98 sont des femmes (2,5 %). Il s'agit ici d'une statistique probante qui vient illustrer avec acuité le déséquilibre inique que peut représenter le fait qu'en vertu des *Ordonnances alimentaires au profit d'un époux*, il est légalement possible d'être tenu de verser une pension alimentaire à l'ex-époux, le créancier alimentaire, pour une durée indéfinie, voire perpétuellement, après la retraite et même après le décès du débiteur alimentaire; et que la quasi-totalité est des hommes.

Ceci se traduit évidemment par des conditions de vie difficiles imposées aux nouveaux couples formés après une séparation du patrimoine. C'est encore plus marqué pour une personne de 65 ans ou plus, quand la pratique des pensions alimentaires sans terme vient se traduire à payer deux fois pour financer la retraite de son ancien conjoint. Cette situation injuste en pousse plusieurs dans la pauvreté, avec toutes ses conséquences possibles sur le plan de la santé physique et mentale.

Il ne faut pas oublier que l'évolution de la démographie ne fera qu'aggraver cette situation.

Naguère, la Cour Suprême du Canada a déjà invité les gouvernements à agir afin de limiter ce qu'il est convenu d'appeler cette *double indemnisation*. Selon le jugement de la Cour Suprême intitulé *Boston c. Boston* (2001), l'expression « double indemnisation » décrit une situation où, après un partage égal des biens à la rupture d'un mariage, un conjoint sollicite une obligation alimentaire permanente, à partir des biens de l'autre conjoint qui ont déjà fait l'objet du partage ou de l'égalisation, à savoir généralement une pension de retraite. Devant cette situation, la Cour Suprême du Canada a invité les autorités législatives à agir dans les termes suivants :

« La question de savoir comment un conjoint débiteur peut s'acquitter de son obligation d'égalisation profiterait de l'attention combien nécessaire que le législateur aurait dû depuis longtemps lui consacrer. Le problème de la double indemnisation ne surviendrait vraisemblablement pas si la pension était partagée entre les parties sur une base "conditionnelle" ».

Les données dévoilées aujourd'hui et les nombreux témoignages reçus à l'ANCQ viennent démontrer qu'il y a urgence d'agir. Nous demandons aux gouvernements canadien et québécois de légiférer afin de mettre fin aux pensions alimentaires sans terme, pour redonner un minimum de moyens et de dignité à des personnes qui se voient aujourd'hui dépouillées d'une retraite durement gagnée et méritée.

	Nombre de payeurs de pensions alimentaires âgés de plus de 65 ans au Québec, selon le sexe		
	M	F	Total
20 mars 2023	3 843	98	3 941
20 mars 2022	3 523	85	3 608
20 mars 2021	3 260	66	3 326

Pistes de solutions

Pourtant des solutions existent. Nous proposons une modification aux lois qui encadrent les pensions alimentaires aux ex-conjoints afin de les limiter dans le temps et afin qu'elles tiennent compte des autres ordonnances alimentaires payées.

- 1- *Loi fédérale sur le divorce* – à l'article 15.2 intitulé *Ordonnances alimentaires au profit d'un époux*;
- 2- *Code civil du Québec* – article 585 : « *les époux et conjoints unis civilement de même que les parents en ligne directe au premier degré se doivent des aliments.*

D'emblée, nous souscrivons à l'énoncé « *Priorité aux aliments pour enfants* », de la *Loi sur le divorce* ;

- 15.3 (1) *Dans le cas où une demande d'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant et une demande d'ordonnance alimentaire au profit d'un époux lui sont présentées, le tribunal donne la priorité aux aliments de l'enfant.*

Nous sommes d'avis qu'il faille considérer ledit article pour qu'un nouvel article introduit dans le *Code civil du Québec* vienne tenir compte – dans le calcul du montant à verser pour l'ordonnance alimentaire au profit de l'ex-époux – des autres ordonnances alimentaires au profit de l'enfant.

Il faut introduire dans l'article 585 du *Code civil du Québec* un paragraphe stipulant que l'ordonnance alimentaire à l'ex-époux doit tenir compte de l'écoulement du temps dans lequel des sommes sont versées au créancier alimentaire par le débiteur alimentaire – pour que les pensions alimentaires versées à l'ex-époux par ce dernier ne soient plus planifiées et structurées comme une vocation pérenne.

La pension alimentaire pour l'ex-conjoint doit être considérée comme un soutien temporaire accordé au conjoint qui est dans le besoin pour lui permettre d'organiser sa vie – et non pas durable pour inversement déconstruire la vie du débiteur.

Il doit également être fait mention dans l'article 585 du *Code civil du Québec* que soit raisonnablement circonscrit dans le temps le *devoir d'aliment* envers les ex-conjoints – lorsqu'il y a divorce ou séparation.

De plus, à l'égard de l'intention exprimée du gouvernement de déposer un projet de loi sur les pensions alimentaires – qui rappelons-le pourrait permettre la suspension du permis de conduire aux personnes ne payant pas une pension alimentaire légalement due – nous invitons le législateur à favoriser un meilleur équilibre en tenant compte des effets pervers notables de la situation actuelle. De nouvelles mesures législatives ne doivent pas empirer la situation.

Ainsi, afin de limiter les risques de conséquences négatives de cette nouvelle mesure sur les personnes en situation de précarité, nous estimons que le gouvernement doit inclure la fin des pensions alimentaires sans terme à même ce projet de loi.

Avantages

L'abolition de la pension alimentaire à vie à l'ex-époux comporte des avantages significatifs. Cette avenue, qui s'inscrit dans une perspective d'équité, viendrait contribuer à alléger de nombreux problèmes sociaux – notamment la détresse masculine, la dépression, le suicide. Une telle modification législative serait une petite révolution vers plus d'équité dans le droit familial, et tiendrait compte des réalités actuelles – soit les unions successives – et corrigerait un préjudice important à l'égard des nouvelles conjointes et des nouveaux conjoints.

Il est fondamental d'offrir une équité aux deux parents lors d'une rupture, en considérant notamment les conditions de vie et la misère vécues par un grand nombre d'hommes et de pères. En ce sens, une telle avenue viendrait contribuer à l'avancement de la condition de l'équité des genres au Québec.

L'abolition des pensions alimentaires perpétuelles aux ex-époux viendrait rétablir la structure actuelle des pensions alimentaires au profit de l'enfant, tout en évitant de plonger l'homme et le père dans la misère financière. Le respect de l'autonomie des conjoints ainsi que l'équité des mères et des pères au sein d'un litige familial seraient enfin agréés et reconnus.

Projet de loi 56 et union parentale

Le nouveau régime d'union parentale, incarné dans le projet de loi 56, interpelle L'ANCQ directement. En effet, l'article 521.43 de ce dernier – permettant aux ex-conjoints d'union parentale de réclamer une prestation compensatoire sous certaines conditions, nécessite un meilleur encadrement pour éviter l'iniquité et la précarité accrue des ex-conjoints. Bon nombre d'ex-conjoints divorcés sont aux prises avec des paiements de pensions alimentaires sans terme et l'ajout d'une prestation compensatoire — sous la forme d'un paiement forfaitaire en un versement — pourrait être un dur coup pour eux. Cela risquerait de les mettre certains prestataires de pensions alimentaires dans une situation insoutenable de double indemnisation, en plus d'étendre des mesures contraignantes financièrement à l'endroit d'ex-conjoints d'union parentale qui n'ont jamais été mariés. L'ANCQ demande l'arrêt des pensions sans terme et une prestation compensatoire allégée moins contraignante pour les ex-conjoints d'union parentale, tout en réclamant d'être consultée lors des auditions du projet de loi 56 pour prévenir une détérioration de la situation.

Conformité avec les visées gouvernementales

Selon le site internet du ministère de la Justice du Québec (Ministère), « la justice exerce un rôle de cohésion sociétale fondamental au sein de la société québécoise. En effet, la notion de justice fait référence à l'égalité et à la recherche constante de l'équilibre entre les droits et les obligations des uns et des autres. Elle implique le respect :

- Des personnes et de leur dignité;
- Du principe d'égalité des citoyens entre eux et devant la loi;
- Du principe d'équité dans les rapports entre l'Administration gouvernementale et les citoyens ».

Nous comprenons ainsi que la mission première du Ministère est de maintenir au Québec une justice dans laquelle la population a confiance, car la notion de confiance est à la base même de tout système de justice et elle est essentielle pour le maintien de l'ordre public. Pour y arriver, le Ministère doit exercer ses fonctions et ses pouvoirs de manière à favoriser :

- un système de justice accessible pour que les citoyens puissent faire valoir leurs droits, car la justice ne pouvant être effective que si elle est accessible;
- un système de justice intègre, puisque l'intégrité fait partie du concept même de justice et qu'elle est indissociable de l'honnêteté et de la cohérence;
- le respect de la primauté du droit, pierre angulaire de notre système démocratique qui assure la suprématie de la loi et la reconnaissance du principe de l'égalité entre les citoyens au moment de faire valoir leurs droits.

Pour réaliser sa mission et sa vision, le Ministère s'appuie sur les valeurs de l'administration publique, particulièrement sur le respect, l'intégrité et l'équité :

- Le respect à l'égard de toutes les personnes avec qui il interagit;
- L'intégrité dans l'exercice de ses fonctions;
- L'équité dans la réalisation de ses interventions.

Nos démarches s'inscrivent justement dans une perspective d'équité entre les conjoints dans l'administration de la justice. Nous croyons avoir démontré que les pensions alimentaires éternelles aux ex-époux se situent en porte-à-faux avec plusieurs visées du Ministère, notamment celui de l'équité dans la réalisation de ses interventions. Également – en matière d'équité – il est fondamental que le débiteur alimentaire ne soit pas tenu de compromettre la réussite de sa nouvelle vie, avec sa nouvelle conjointe, sa nouvelle famille, au profit du créancier alimentaire qui ramasse tout.

Nos démarches s'inscrivent également en conformité avec le cadre juridique canadien, qui prévoit un système de justice canadien équitable, adapté et accessible.

Liste des recommandations

1. Modifier, dans la [Loi fédérale sur le divorce](#) – à l'article 15.2 intitulé *Ordonnances alimentaires au profit d'un époux*;

Modalités

(3) La durée de validité de l'ordonnance ou de l'ordonnance provisoire rendue par le tribunal au titre du présent article peut être déterminée ou indéterminée ou dépendre d'un événement précis; elle peut être assujettie aux modalités ou aux restrictions que le tribunal estime justes et appropriées;

Par

(3) La durée de la validité de l'ordonnance ou de l'ordonnance provisoire rendue par le tribunal au titre du présent article doit être déterminée en tenant compte de l'écoulement du temps dans lequel des sommes sont versées au créancier alimentaire par le débiteur alimentaire – pour que les pensions alimentaires versées à l'ex-époux par ce dernier ne soient plus planifiées et structurées comme une vocation pérenne.

Essentiellement, la *Loi sur le divorce* doit être modifiée afin que la durée maximale de la pension soit fixée d'avance, sauf circonstances particulières, et que cette durée maximale ne dépasse pas l'âge de la retraite, encore une fois sauf circonstances particulières.

2. Ajouter point d), dans la *Loi fédérale sur le divorce* – à l'article 15.2 intitulé *Ordonnances alimentaires au profit d'un époux*;

Facteurs

(4) En rendant une ordonnance ou une ordonnance provisoire au titre du présent article, le tribunal tient compte des ressources, des besoins et, d'une façon générale, de la situation de chaque époux, y compris :

- a) la durée de la cohabitation des époux;
- b) les fonctions qu'ils ont remplies au cours de celle-ci;
- c) toute ordonnance, toute entente ou tout arrangement alimentaire au profit de l'un ou l'autre des époux;
- d) toute autre ordonnance alimentaire payée au profit de l'enfant.

3. Introduire dans le [Code civil du Québec](#) – à l'article 585 : « *les époux et conjoints unis civilement de même que les parents en ligne directe au premier degré se doivent des aliments* :

585.1 L'ordonnance alimentaire à l'ex-époux doit tenir compte de l'écoulement du temps dans lequel des sommes sont versées au créancier alimentaire par le débiteur alimentaire

– pour que les pensions alimentaires versées à l'ex-époux par ce dernier ne soient plus planifiées et structurées comme une vocation pérenne ;

585.2 Le calcul de l'ordonnance à l'ex-époux prévoit de tenir compte de toute autre ordonnance alimentaire – payée au profit de l'enfant.

De plus, le *Code civil du Québec* doit être modifié afin que la durée maximale de la pension soit fixée d'avance, sauf circonstances particulières, et que cette durée maximale ne dépasse pas l'âge de la retraite, encore une fois sauf circonstances particulières.

4. Inclure, dans le projet de loi du gouvernement, la fin des pensions alimentaires sans terme. Le tout dans une perspective de limitation des conséquences négatives que pourrait avoir la nouvelle mesure (retrait du permis de conduire à ceux qui ne s'acquittent pas de leurs obligations alimentaires) sur les personnes en situation de précarité.
5. Que le gouvernement du Québec n'aille pas de l'avant avec le projet de loi visant à priver les parents de leur permis de conduire en cas de non-paiement de pension alimentaire.
6. Que le gouvernement du Québec inclue dans la réforme du droit de la famille actuellement en cours une modification dans le mode de calcul des pensions alimentaires pour qu'elles soient basées sur le revenu disponible de chaque parent (après prise en compte des allocations familiales) ou bien qu'elles soient calculées en soustrayant les allocations familiales (en totalité ou en partie) de la contribution parentale nécessaire pour subvenir aux besoins des enfants. Cela serait une mesure équitable pour les enfants et les parents.
7. En regard du projet de loi 56 constituant le nouveau régime d'union parentale, nous recommandons l'ajout d'un alinéa à la suite de l'article 521.43 qui stipulerait qu'il doit être considéré que le versement d'une prestation compensatoire peut avoir des effets économiques notables sur le débiteur et l'entraîner dans une situation d'iniquité et de précarité. Une prestation compensatoire allégée doit donc être prévue lorsque la situation financière du débiteur est précaire et que les conséquences de l'allocation d'une pleine prestation seraient déraisonnables à l'égard de sa situation.